## Conférence mondiale de l'alimentation

C'étaient là des paroles vides de sens. Nous n'avons pas ouvert la voie d'une manière spectaculaire dans ce domaine; en réalité, nous n'avons pas fait preuve d'initiative du tout. Les participants à la conférence ne se sont pas vraiment attaqués au problème. A l'issue de cette conférence, l'avenir de l'agriculture dans les pays en voie de développement n'est guère ou pas plus brillant. La seule lueur d'espoir que nous a fait entrevoir le ministre—et j'espère que c'en est une—c'est le fonds de développement agricole, qui n'est pas encore créé. La participation du Canada se bornera, je le répète, à la réaffectation de 50 millions de dollars dans le cadre du programme de l'ACDI.

Il se peut que le ministre de l'Agriculture (M. Whelan) trouve à redire à ma critique de cet aspect vital de la conférence de Rome, mais je puis facilement me justifier. Si, comme le ministre l'a dit à maintes reprises, nous allions à Rome en nous attendant à assister à une conférence sur la production alimentaire, pourquoi n'y avait-il pas au moins un représentant des producteurs canadiens de denrées alimentaires au sein de notre délégation? Ce ne sont pas les ministres de la Couronne qui produisent des aliments ni les députés. Ce ne sont pas les fonctionnaires ni les conférences internationales qui produisent des aliments.

Le ministre a vanté les qualités des associations agricoles et des associations de producteurs, et je partage sa fierté; pourtant, aucune de ces associations n'était représentée à la conférence. Soit dit en passant, deux Canadiens, M. Munro et M. Pigeon, assistaient à cette conférence; ils représentent tous les deux des associations de producteurs canadiens, mais ils étaient là à titre d'observateurs internationaux. Ils n'ont pas été invités aux réunions officieuses de la délégation canadienne, avant que je m'occupe de les faire admettre à ces réunions.

Le monde doit malheureusement en conclure que la conférence n'est pas parvenue à résoudre le problème capital de la production alimentaire dans les pays en voie de développement. Les Canadiens doivent conclure que nous n'avons pas réussi à faire preuve d'intitiative dans ce domaine ou que si nous voulions le faire, les autres délégations ne s'en sont pas rendu compte. De toute façon, nous regrettons tous d'avoir échoué dans ce domaine, qui est le plus important d'entre tous.

## • (1130)

J'aimerais dire quelques mots à propos de deux questions. La première concerne la présence de hauts fonctionnaires dans la délégation du Canada. Ceux qui sont plus cyniques que moi pourraient dire que les fonctionnaires prouvent vraiment leur valeur quand ils discutent avec des ministres qui manquent évidemment de compétence dans certaines circonstances. Je ne suis pas cynique. Je tiens simplement à dire que dans le cadre des directives qu'ils avaient reçues, les fonctionnaires du ministère de l'Agriculture ont fait preuve d'un enthousiasme et d'une détermination très louables.

## Des voix: Bravo!

M. Jarvis: L'autre question a trait aux membres d'organismes non gouvernementaux et je tiens à dire que je suis très sensible aux observations et à la déclaration du ministre. Malheureusement, les membres de la délégation ne partageaient pas tous son opinion et, si je ne m'abuse, on a même mis en doute leur rôle lors de prochaines conférences. Si ce rôle qui a, à mon avis, été essentiel et enthousiaste, est mis en doute, il devrait l'être à la Chambre et nulle part ailleurs parce que, selon moi, les membres de ces

organismes ont apporté une contribution très utile à la conférence. Je constate que vous vous agitez, monsieur l'Orateur, mais quiconque a été observateur parlementaire sait que c'est un travail qu'il est impossible de décrire adéquatement; je ne fais donc qu'exprimer certaines de mes désillusions et j'espère que vous vous montrerez indulgent.

Ma troisième conclusion saute aux yeux, et c'est sans doute à cause de son évidence que nous l'oublions parfois. Nous sommes allés à Rome parce que dans le monde trop de nos semblables meurent de faim, tandis que d'autres en plus grand nombre encore sont à ce point sous-alimentés qu'ils n'ont à peu près pas de chance de jouer un rôle utile dans la société. Telle est la raison pour laquelle tant de pays ont envoyé des délégations à Rome. Mais combien de fois, dans les conversations privées échangées à la conférence, n'ai-je pas entendu nos délégués et d'autres critiquer les pays aux prises avec la famine, à cause du comportement de leurs chefs. On disait ainsi que tel pays gaspillait son argent à l'achat par exemple d'armements, alors que cet argent pourrait servir à mieux nourrir sa population; que tel autre pratiquait la corruption dans la distribution de l'aide alimentaire; et que tel autre faisait rouler sa délégation en Rolls-Royce, alors que sa population mourait de faim.

Pareille conduite peut être considérée par tous les Canadiens comme une insulte personnelle, surtout lorsqu'il s'agit des pays auxquels nous accordons notre aide. Tous les députés peuvent, sans danger pour leur carrière politique, critiquer dans leur circonscription l'inconséquence des gouvernements assistés, et même prôner l'arrêt de l'aide devant tant d'immoralité. J'ai moi-même éprouvé chaque jour que j'ai assisté à la conférence, un pareil sentiment de colère. Mais ce que nous n'avons pas compris, ou ce que nous oublions, c'est que ce n'est pas l'enfant affamé qui est responsable des folles dépenses de son gouvernement; ce n'est pas la mère mal nourrie qui pratique la corruption; et ce n'est pas non plus l'ouvrier qui est improductif parce qu'il est terriblement sous-alimenté qui se promène en Rolls-Royce. Je propose que nous résistions tous à la réaction naturelle et négative et témoignant d'un certain opportunisme politique, d'invoquer un tel comportement pour expliquer ou excuser l'arrêt de notre aide. Je dis que ces inconséquences, quoique répréhensibles, de pays nécessiteux ne devraient pas servir de raison ou d'excuse, mais plutôt nous exhorter à rendre notre aide plus efficace. Puisque 80 p. 100 environ de cette aide est bilatérale, nous pouvons y voir une invitation digne de nos moyens.

En guise de conclusion, permettez-moi de dire que les Canadiens partagent notre déception de voir que la Conférence mondiale sur l'alimentation n'a pas répondu à nos aspirations. Sous l'angle positif, cependant, je crois que nous devrions tous nous dire que l'échec de la Conférence ne fera que mettre en relief l'urgence de la crise mondiale de l'alimentation. A défaut d'autre chose, la lumière jetée sur cette crise offre à tous les Canadiens un défi de taille. L'éditorial de la Gazette intitulé «The hungry still unfed» et auquel je me reportais...

M. l'Orateur: A l'ordre. Je dois demander au député de bien vouloir terminer.

M. Jarvis: Il me reste trois phrases, monsieur l'Orateur. Il est évident que le travail amorcé à Rome, comme celui qui avait été mis en train aux conférences antérieures des Nations-Unies à Caracas et à Bucarest cette année, devra se poursuivre. Toutefois, cette crise de l'alimentation pré-